



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 14 JUIN 2017

### **VOTE SUR LES PESTICIDES :**

**UN PAS EN AVANT POUR LA CRÉDIBILITÉ DE LA PAC ET POUR LA BIODIVERSITÉ**

Un vote encourageant vient de se tenir au Parlement européen, ce mercredi 14 juin. La majorité des parlementaires n'a pas approuvé la motion qui visait à poursuivre l'autorisation d'épandage des pesticides sur les surfaces agricoles dédiées à la biodiversité. Bien que nous déplorions le manque de transparence de ce vote, France Nature Environnement salue les 267 députés qui se sont élevés contre cette motion et donc pour la biodiversité. Nous saluons également la mobilisation des citoyens : afin d'interpeller les eurodéputés français et porter une volonté forte de verdissement de la PAC, plus d'un millier de mails d'interpellation ont été envoyés à chaque eurodéputé français. FNE reste mobilisé pour que le verdissement de la Politique Agricole Commune (PAC) devienne, enfin, une réalité.

#### **Les enjeux de l'agriculture durable concernent chacun d'entre nous**

Au cours de la consultation de la Commission européenne sur la modernisation de la PAC, plus de 258 000 personnes se sont mobilisées pour une politique plus verte, plus cohérente et enfin en phase avec les attentes des citoyens-contribuables. Ce mouvement, sans précédent, s'est construit pour promouvoir un modèle agricole durable, respectueux des agriculteurs, de la santé des consommateurs et de l'environnement. Par ailleurs, **la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et l'interdiction de certains d'entre eux devient un sujet de préoccupation majeur pour la société civile** : l'initiative citoyenne européenne (ICE) lancée en ce sens aura bientôt réuni 1 million de signataires. Dans ce contexte, France Nature Environnement peine à comprendre le vote des 363 eurodéputés qui ont soutenu la motion et donc rejeté l'interdiction des produits phytosanitaires sur les surfaces dédiées à la biodiversité.

#### **Les pesticides sont une menace pour la biodiversité**

La mission de la PAC est d'apporter une aide à une agriculture respectueuse de l'environnement. Pour cela, des paiements « verts » sont affectés à la préservation de la biodiversité, notamment sur les « surfaces d'intérêt écologique » (SIE) : haies, cultures fixatrices d'azote, etc. Ce statut permet de



## FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

protéger ces oasis, conçues pour préserver et abriter la faune et la flore, à condition évidemment de ne pas y employer de pesticides et d'engrais chimiques.

Pour **Carmen Etcheverry, chargée de mission à France Nature Environnement** : « l'épandage des produits phytosanitaires a un impact extrêmement inquiétant sur la biodiversité, de plus en plus d'études témoignent en ce sens. Les zones agricoles conduites de façon trop spécialisée sont particulièrement hostiles pour cette biodiversité, incluant les auxiliaires de cultures (pollinisateurs, prédateurs des ravageurs, etc.). Alors que les surfaces d'intérêt écologique ont été conçues pour offrir des refuges à toutes ces espèces qui aident les agriculteurs, l'épandage des pesticides y était autorisé. Elles ne pouvaient alors remplir leur rôle ; nous nous félicitons que cela change ! »

### **Une politique agricole commune à l'avenir incertain**

Alors que les discussions sur la prochaine PAC commencent à s'ouvrir, le signal envoyé par les eurodéputés est plutôt positif. Les enjeux environnementaux semblent commencer à s'inscrire parmi les priorités d'une partie des acteurs dans un contexte où l'urgence de la transition agro-écologique s'avère en fait incontournable. Nous restons toutefois prudents, sur les 630 eurodéputés qui ont pris part au vote, seuls 267 ont voté pour la protection de la biodiversité. Lors de la consultation publique sur l'avenir de la PAC, ce sont des citoyens de tout le territoire national qui se sont levés pour défendre un autre modèle agricole. C'est devant ces citoyens que les eurodéputés devront bientôt rendre des comptes.

Pour **Jean-Claude Bevillard, pilote du réseau agriculture de France Nature Environnement** : « nous sommes face à une situation absurde. La Politique Agricole Commune, financée par l'argent du contribuable, va à l'encontre de la volonté des citoyens et du bon sens : faillite économique d'une partie de l'agriculture, impacts très négatifs des systèmes agricoles productivistes sur la qualité des sols, de l'air, de l'eau et de la biodiversité. Il faut que nous parvenions à prendre le virage de l'agro-écologie. Pour cela, la PAC devrait être un outil puissant pour financer cette indispensable transition. L'argent public doit financer les services publics. »

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 73 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur [fne.asso.fr](http://fne.asso.fr), [Facebook](#) et [Twitter \(@FNEasso\)](#).